

Bonjour à tous et toutes,

Merci d'avoir répondu à l'appel intersyndical FSU/UNSA/SGEN-CFDT/CGT- Education et Sud-Educ et de vous être mobilisé-es pour dénoncer les attaques contre l'Ecole et ses personnels mené par le gouvernement et le Ministre Blanquer en particulier.

Depuis sa nomination, ce dernier s'applique en effet à mettre en œuvre une véritable politique d'austérité qui conduit à la casse de l'Ecole publique : maître de la novlangue et du double discours, sa prétendue école de la confiance vise à imposer à l'Ecole le modèle de l'entreprise, au nom de la rentabilité. Comme pour la Santé, les territoires, le transport, les mesures imposées à l'Ecole portent la marque d'un projet dans lequel la concurrence doit régner à tous les niveaux : pour ce qui nous concerne, cette mise en concurrence opposera les élèves, les établissements et les professionnels entre eux, avec toutes les dérives que ce système a déjà produites là où il a été mis en place, notamment le formatage et l'imposition de supposées « bonnes pratiques » normatives, au détriment de la liberté pédagogique.

Comme nos organisations l'ont déclaré unitairement à l'occasion du dernier Conseil Supérieur de l'Education, la confiance ne se décrète pas, elle se construit, en y associant tous les membres de la communauté éducative. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, où les personnels sont maltraités, et de plus en plus soumis aux injonctions paradoxales de la hiérarchie.

Où est la confiance quand des évaluations sont imposées dès les premiers jours du CP, du CE1, de la seconde, qui mettent à la fois les élèves et les enseignant-es en difficulté, voire en souffrance ? Quand les pseudos résultats de ces évaluations redescendent sous forme de prescriptions auxquelles aucun acteur de terrain n'a été associé ?

Où est la confiance quand le Ministre supprime la seule instance indépendante d'évaluation des politiques scolaires pour en mettre en place une autre sous son contrôle absolu ?

Où est la confiance quand les responsables de la formation des enseignant-es ne sont plus élus par leurs pairs, mais sont eux aussi nommé-es directement par le Ministre ?

Où est la confiance quand le droit syndical est remis en cause à travers la disparition des instances paritaires ?

Le budget 2019 quant à lui enterre la priorité à l'Education Nationale. La suppression de 2650 postes d'enseignant-es dans le second degré ainsi que 400 postes de personnels administratifs qui s'ajoutent aux 200 supprimés l'an passé, dans le cadre d'une croissance démographique n'ont comme seule justification que de répondre aux engagements de suppressions de postes dans la fonction publique, 120 000 d'ici la fin du quinquennat. Cela n'est aucunement compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité, garant de la réussite de tous les élèves, et d'une bonne administration du système éducatif. Et le Ministre veut compenser la baisse des moyens dans le second degré par le recours aux heures supplémentaires. C'est le retour du « travailler plus pour gagner plus », c'est faire peser sur les seuls personnels le fonctionnement du système éducatif sans leur en donner les moyens. C'est inacceptable ! Les réformes des lycées généraux et professionnels devraient s'appuyer sur les personnels pour l'amélioration des parcours. C'est pourquoi ces réformes ne doivent pas mener à des suppressions de postes comme ce serait le cas dans la filière Gestion Administration à la rentrée si la réforme s'appliquait. Le transfert des contenus d'enseignement et des diplômes aux branches professionnelles est significative d'une instrumentalisation de la voie scolaire au profit de l'apprentissage.

Les difficultés rencontrées dans les établissements, comme celle récente du lycée Branly qui a défrayé la chronique, ne trouveront pas de solution dans une réponse essentiellement sécuritaire, répressive, et démagogique. C'est aussi parce que les moyens en terme d'encadrement sont insuffisants, et ce depuis des années, qu'on en est arrivés là. Ce qui est nécessaire, à l'opposé des fermetures annoncées, c'est la création massive de postes qui permettent d'apporter une réponse éducative aux problèmes de ces établissements fréquentés par des élèves en grande difficulté sociale.

En adéquation avec les orientations de CAP22, le recours aux contractuel-les s'amplifie. En Sarthe, pour la première fois des contractuel-les ont été recruté-es dans le premier degré. Ils sont des centaines dans le second degré et dans les services de la Fonction Publique sans statut et exposés à l'arbitraire et la précarité professionnelle. Les mobilisations dans les écoles concernées ont été significatives du rejet de voir l'Ecole sacrifiée sur l'autel des restrictions budgétaires. Plus que jamais, nous revendiquons l'accès au statut de la Fonction publique et une formation de qualité pour tous ces personnels.

Le cadre austéritaire, c'est aussi le gel du point d'indice, les salaires qui stagnent, et l'augmentation de la CSG. Malgré les fortes mobilisations unitaires de la Fonction Publique l'an passé, le gouvernement continue à marche forcée à mettre en place une politique qui creuse les inégalités.

Il est temps d'inverser le mouvement.

Ce que nous voulons dire aujourd'hui à M. Blanquer, c'est que nous ne sommes pas dupes de ses discours, et que nous ne voulons pas du projet rétrograde et réactionnaire qu'il avait déjà commencé à mettre en place lorsqu'il oeuvrait pour De Robien et Darcos.

A la concurrence, nous opposons la solidarité,

A l'autoritarisme nous opposons la démocratie dans le travail.

A l'austérité, nous opposons l'exigence de moyens, c'est-à-dire :

- les milliers de postes nécessaires pour rattraper le retard pris par la France en comparaison des pays à la richesse équivalente.
- les postes nécessaires pour une formation initiale et continue à la hauteur des enjeux de l'école du 21<sup>ème</sup> siècle.
- une révision de la politique salariale menée jusqu'à présent.

Si le Ministre reste sourd à nos revendications, nous n'en resterons pas là, il peut nous faire confiance, !!!

Merci à tous-tes pour votre attention.